



# MAIRIE DE CAP-D'AIL

## ARRETE TEMPORAIRE PORTANT OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC RUE JEAN BONO

\*\*\*\*\*

### AM PM N° 144/19

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et particulièrement les articles L.2212.1 et L.2213.1 ;  
**VU** l'article R 417-10-II-10° du Code de la route ;  
**VU** l'arrêté municipal n°41/16 du 14 avril 2016 relatif à la lutte contre le bruit ;  
**VU** l'arrêté municipal n°220/19 du 17 mai 2019 portant règlement permanent de Police, de circulation et stationnement sur la commune de Cap d'Ail ;  
**VU** la délibération n°12/17 du 22 mars 2017 actualisant les tarifs des régies municipales en ce qui concerne les droits de voirie ;

**CONSIDERANT** la demande présentée le 11/09/2019 par la société SAM Monaco Déménagement, 24 avenue de Fontvieille, à Monaco, aux fins d'occuper le domaine public, rue Jean Bono, et permettre de procéder à un déménagement **le 27/09/2019 de 7h à 18h.**

### ARRÊTE

**ARTICLE 1:** Pour les besoins de l'opération, le stationnement sera interdit à tout véhicule, à l'exception du camion de déménagement de la société SAM Monaco Déménagement, sur deux emplacements au droit du n°10 rue Jean Bono, au plus proche du n°17 rue Jean Bono, **le 27/09/2019 de 7h à 18h.**

**ARTICLE 2:** Le véhicule de déménagement ne sera en aucun cas autorisé à stationner sur la chaussée.

**ARTICLE 3:** La signalisation correspondante sera mise en place dans un délai de quarante-huit heures minimum avant le début du déménagement par les services municipaux.  
Tout véhicule en infraction avec les dispositions du présent article sera considéré comme gênant la circulation publique et conduit en fourrière aux frais de son propriétaire en application des articles R417-9 à R417-13 du Code de la Route.

**ARTICLE 4:** Cette occupation de voirie est soumise à une taxe (de 10.28€ par jour/place) prévue par arrêté municipal et sera réglée au régisseur des recettes de la commune selon le tarif en vigueur, correspondant à la délivrance de la présente autorisation

**ARTICLE 5:** Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, tout recours devra être présenté devant le tribunal administratif de Nice, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

**ARTICLE 6:** La Directrice générale des services de la Mairie, le Directeur des services techniques et la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au Commandant de la Communauté de brigades de Gendarmerie de Cap d'Ail et au pétitionnaire.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte.



Fait à Cap d'Ail, le 11/09/2019  
L'Adjointe déléguée à la Sécurité

Claude LOUVET